

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1541

19 juin 2015

SOMMAIRE

Abante Global Funds	73938	db PBC	73928
Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l.	73923	Edix S.A.	73924
Acadia Investments Holding S.à r.l.	73937	EMC Asset Management	73934
Al Mada Investments S.à r.l.	73931	Financière Charmont S.A.	73933
Alpha Investimenti Sicav	73968	Financière WDD S.A.	73932
Aqua-Rend	73938	FIP (Europe)	73935
A & S S.A., société de gestion de patrimoine familial	73923	ING (L) Protected	73927
Association coopérative financière des fonctionnaires internationaux (AMFIE)	73930	International Business Consultants S.A.	73936
Atlantas Sicav	73934	KBL EPB Equity Fund	73928
BCBL S.A.	73922	Labfive S.A.	73936
B&D Finance S.A.	73938	Lux-Pension	73929
Beverage Technology II S.à r.l.	73958	NN (L) Flex	73931
BNP Paribas A Fund	73930	Opéra Finance International S.A.	73932
Boof S.A.	73933	Opera Finance S.A.	73937
Breakthrough S.A.	73937	Private Capital Pool SICAV-SIF	73927
CAPVIVA Allianz Renewable Fund, S.A. SICAV-SIF	73949	Publitop	73932
Chinto S.A.	73922	Retail Investment Group S.à r.l.	73934
Comcell Investissement S.A.	73922	Serimnir S.A.	73924
Consuldean	73967	Société Civile Immobilière Pedersen-Zahlen	73924
Consuldeen	73967	SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l.	73936
Dani Real Estate	73923	Ternium S.A.	73925
		Trophy Investments SIF	73925
		WOFU S.A.	73933

Chinto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 78.846.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *17 juillet 2015* à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015089294/10/18.

BCBL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.830.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *6 juillet 2015* à 10.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des comptes au 31.12.2014.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
3. Rapport du Commissaire aux comptes.
4. Décharge aux organes de la société.
5. Décision sur l'affectation du résultat.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015094869/17.

Comcell Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 114.587.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 19.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015078937/10/18.

Dani Real Estate, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 174.112.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, en date du *30 juin 2015* à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et du compte de résultats.
2. Discussion sur le rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Modification du Commissaire aux comptes.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015086842/1004/23.

Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 130.335.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 20 avril 2015, l'associé unique de Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l.:

- prend note de la démission de Ari Anttonen, comme gérant de la société avec effet au 17 avril 2015.

Le conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- ALEXAKI Martha
- HASHIMZAI Soraya
- RANTANEN Tero

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 Avril 2015.

Pour Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l.

Aberdeen Management Services S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2015062694/20.

(150071760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

A & S S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 20.216.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015062687/10.

(150072515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Serimnir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 140.998.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015082882/10/18.

Edix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 180.478.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015082883/10/18.

Société Civile Immobilière Pedersen-Zahlen, Société Civile.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 32, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg E 2.183.

Il résulte d'une cession de parts sociales, enregistrée à Diekirch le 11 mars 2015, que la répartition du capital est la suivante:

Flemming PEDERSEN,	
Trois cent vingt parts sociales	320
Béatrice ZAHLEN,	
Quatre-vingt parts sociales	80
Total: quatre cents parts sociales	400

Luxembourg, le 27 avril 2015.

Pour Société Civile Immobilière PEDERSEN-ZAHLEN

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2015064296/17.

(150073570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2015.

Trophy Investments SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé (en liquidation).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.402.

Le Liquidateur a l'honneur de convoquer les actionnaires de la SICAV-SIF à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(«l'Assemblée»), qui se tiendra au siège social de la SICAV-SIF le *06 juillet 2015* à 10:30 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur la gestion et les opérations de la SICAV pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 18 novembre 2014 (date de dissolution et de mise en liquidation)
2. Présentation du rapport du réviseur d'entreprises agréé pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 18 novembre 2014 (date de dissolution et de mise en liquidation)
3. Approbation des états financiers révisés pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 18 novembre 2014 (date de dissolution et de mise en liquidation)
4. Décharge à accorder aux membres du Conseil d'Administration de la Société pour l'accomplissement de leur mandat pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 18 novembre 2014 (date de dissolution et de mise en liquidation)
5. Présentation du rapport du Liquidateur pour la période du 19 novembre 2014 au 7 avril 2015
6. Présentation du rapport du réviseur à la Liquidation pour la période du 19 novembre 2014 au 7 avril 2015
7. Approbation du rapport du Liquidateur
8. Décharge à accorder au Liquidateur pour l'accomplissement de son mandat
9. Décision de clôturer la liquidation
10. Décision que les archives et comptes de la Société seront gardés à l'ancien siège social pour une période de 5 ans
11. Décision que le produit de liquidation qui n'aurait pu être distribué aux personnes y ayant droit à la clôture de la liquidation sera déposé auprès de la Caisse de Consignation
12. Divers

L'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des Actionnaires exprimées. Des procurations sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV-SIF.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bd.l.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Une seconde Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée si la présente Assemblée n'obtient pas le quorum de présence requis.

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2015094878/755/38.

Ternium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 98.668.

Notice is hereby given to shareholders of TERNIUM S.A. (the "Company") that a
GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company will be held on *June 30, 2015*, at 2:00 p.m. (Luxembourg time) at the Company's registered office in Luxembourg, located at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. At the Meeting the shareholders will vote on the items listed below.

Agenda for the General Meeting of Shareholders:

1. Consideration of the board of directors' and independent auditors' reports on the Company's restated consolidated financial statements as of and for the year ended December 31, 2014.
2. Approval of the Company's restated consolidated financial statements as of and for the year ended December 31, 2014.

Pursuant to the Company's Articles of Association, resolutions at a General Meeting of Shareholders will be passed by a simple majority of the votes cast, irrespective of the number of shares present or represented.

Procedures for attending the Meeting

Any shareholder registered in the Company's share register on June 25, 2015 (the "Record Date"), shall be admitted to the Meeting. Such shareholders may attend the Meeting in person or vote by proxy. To vote by proxy, such shareholders must file a completed proxy form with the Company not later than 5:00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date, at the Company's registered office in Luxembourg, located at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Any shareholder holding shares through fungible securities accounts wishing to attend the Meeting in person must present a certificate issued by the financial institution or professional depository holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date. Certificates certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting. Certificates must be filed with the Company not later than 5:00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date at the Company's registered office in Luxembourg.

Shareholders holding their shares through fungible securities accounts may also vote by proxy. To do so, they must present the above referred certificate, together with a completed proxy form. Such certificate and proxy form must be filed with the Company not later than 5:00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date, at the Company's registered office in Luxembourg.

Shareholders who wish to be represented and vote by proxy may obtain a proxy form free of charge at the Company's registered office in Luxembourg, between 10:00 a.m. and 5:00 p.m., Luxembourg time, beginning on June 1, 2015. In addition, beginning on June 1, 2015, shareholders can obtain an electronic copy of such proxy form free of charge by sending an e-mail request to the following electronic address: ir@ternium.com. All proxy forms must be received by the Company, properly completed and signed, at the Company's registered office in Luxembourg by not later than 5:00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date.

In the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, individuals representing such entity who wish to attend the Meeting in person and vote at the Meeting on behalf of such entity, must present evidence of their authority to attend, and vote at, the Meeting by means of a proper document (such as a general or special power-of-attorney) issued by the relevant entity. A copy of such power of attorney or other proper document must be filed with the Company not later than 5:00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date, at the Company's registered office in Luxembourg. The original documentation evidencing the authority to attend, and vote at the Meeting, or a notarized and legalized copy thereof, must be presented at the Meeting.

Shareholders and proxy holders attending the Meeting in person will be required to identify themselves at the meeting with a valid official identification document (e.g., identity card, passport).

Those shareholders who have sold their shares between the Record Date and the date of the Meeting must not attend or be represented at any of the Meeting. In case of breach of such prohibition, criminal sanctions may apply.

Holders of American Depositary Receipts (the "ADRs") as of June 11, 2015, are entitled to instruct The Bank of New York Mellon, as Depository, as to the exercise of the voting rights pertaining to the Company's shares represented by such holder's ADRs. Eligible holders of ADRs who desire to give voting instructions in respect of the shares represented by their ADRs must complete, date and sign a proxy form and return it to The Bank of New York Mellon at Proxy Services, C/O Computershare, PO Box 43126, Providence, RI 02940-5138, by 12:00 p.m., New York City time, on June 25, 2015. Holders of ADRs maintaining non-certificated positions must follow voting instructions given by their broker or custodian bank, which may provide for earlier deadlines for submitting voting instructions.

Copies of the Shareholder Meeting Brochure and Proxy Statement and the Company's 2014 restated annual report (which includes the Company's restated consolidated financial statements as of and for the year ended December 31, 2014, together with the board of directors' and independent auditors' reports thereon), will be available on our website at <http://www.ternium.com/en/ir-home> beginning on June 1, 2015. Copies of such documents will also be available free of charge to ADR holders and shareholders registered in the Company's share register at the Company's registered office in Luxembourg, between 10:00 a.m. and 5:00 p.m., Luxembourg time, beginning on June 1, 2015. In addition, beginning on June 1, 2015, shareholders registered in the Company's share register may obtain electronic copies of such documents free of charge by sending an e-mail request to the following electronic address: ir@ternium.com.

Luxembourg, June 9, 2015.

Arturo Sporleder
Secretary to the Board of Directors

Référence de publication: 2015082043/68.

Private Capital Pool SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 138.097.

Die Aktionäre der Private Capital Pool SICAV-SIF werden hiermit eingeladen, an der

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am *20. Juli 2015* abgehalten wird in Anwesenheit des Notars Marc Loesch, mit Amtssitz in Mondorf-les-Bains, Luxemburg. Die erste außerordentliche Generalversammlung am 16. Juni 2015 konnte mangels ausreichendem Quorum nicht rechtsgültig über die Punkte der Tagesordnung entscheiden.

Die zweite außerordentliche Generalversammlung hat die folgende Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Beschluss, den zweiten sowie den dritten Absatz von Artikel 16 der Satzung wie folgt abzuändern:
"Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Aktionäre auf der jährlichen Generalversammlung für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wieder wählbar. Ein Mitglied muss aus einer von der HSBC Trinkaus & Burkhardt Gruppe vorgeschlagenen Liste gewählt werden. Die anderen Verwaltungsratsmitglieder müssen Personen sein, auf die der HSBC Konzern keinen Einfluss hat."
"Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird. Auch in diesem Fall darf höchstens ein Verwaltungsratsmitglied eine Person sein, auf die der HSBC Konzern Einfluss hat."
2. Beschluss, den ersten Absatz von Artikel 30 der Satzung wie folgt abzuändern:
"Zur Wirksamkeit einer Satzungsänderung ist es erforderlich, dass in der Generalversammlung Aktionäre anwesend oder vertreten sind, die mindestens die Hälfte der ausgegebenen Aktien halten. Sofern dieses Quorum nicht erreicht wird, kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, bei der keine Quorumanforderungen bestehen. Beschlüsse zur Satzungsänderung werden mit einer Zweidrittelmehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen gefasst. Nicht abgegebene Stimmen, Enthaltungen, nichtige Stimmen und Stimmabgaben, aus denen nicht ersichtlich ist, ob der Anteilseigner für oder gegen den Beschlussvorschlag stimmt, werden bei der Berechnung der Zweidrittelmehrheit nicht berücksichtigt."

Der Beschluss zur Satzungsänderung wird mit einer Zweidrittelmehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen gefasst. Nicht abgegebene Stimmen, Enthaltungen, nichtige Stimmen und Stimmabgaben, aus denen nicht ersichtlich ist, ob der Anteilseigner für oder gegen den Beschlussvorschlag stimmt, werden bei der Berechnung der Zweidrittelmehrheit nicht berücksichtigt.

Vollmachten für die Generalversammlung sind an die HSBC Bank plc, Luxembourg Branch, zu Händen von Herrn Paolo Monteiro (Fax Nr. +352 27 02 5380) zu richten, bis spätestens 15. Juli 2015.

Luxemburg, den 17.06.2015

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015095036/705/38.

ING (L) Protected, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 82.219.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

de ING (L) PROTECTED, qui se tiendra dans les locaux de NN Investment Partners Luxembourg S.A. au 3 rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, le *9 juillet 2015* à 10h00, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 31 mars 2015
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires (démission(s) et/ou nomination(s))

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015095043/755/19.

db PBC, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 173.494.

Die Aktionäre der SICAV db PBC werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am *10. Juli 2015* um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Änderung der folgenden Artikel der Satzung der SICAV:

a) In Artikel 1.2 Satz 2 wird das Wort "Dachfondskonstruktion" durch "Umbrellakonstruktion" ersetzt.

b) Artikel 9.3. (b) wird wie folgt angepasst:

"Die Gesellschaft wird grundsätzlich nicht mehr als 10% des Nettovermögens eines Teilfonds in Organismen für gemeinsame Anlagen gemäß Art. 41 (e) des Gesetzes von 2010 anlegen. Im Verkaufsprospekt können für einzelne Teilfonds hiervon abweichende Regelungen getroffen werden."

c) In Artikel 13 wird die Vorschrift der Veröffentlichung der Berechnung des Anteilwertes in einer Luxemburger Tageszeitung gelöscht.

2. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens 6. Juli 2015 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung dieser Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Aktien sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Aktionäre können die vorläufige aktualisierte Satzung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Luxembourg, im Juni 2015

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015095002/755/32.

KBL EPB Equity Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 149.251.

Vous êtes convoqués, en votre qualité d'actionnaire du Fonds, à une

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires du Fonds (l'Assemblée) qui se tiendra au siège social du Fonds le *8 juillet 2015* à 15 heures (heure de Luxembourg) et dont l'ordre du jour sera le suivant :

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale du Fonds en " Richelieu Equity " et modification en conséquence de l'article 1 des statuts du Fonds (les " Statuts ") ;

2. Mise à jour générale de l'article 3 " Objet " des Statuts afin de lire ce qui suit :

" L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières ainsi que dans d'autres valeurs autorisées par la Partie I de la loi modifiée du 17 décembre 2010 relative aux les organismes de placement collectif (la "Loi de 2010") dans le cadre de la politique et des restrictions d'investissement déterminées par le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Loi de 2010 " .

3. Refonte entière des Statuts, de manière notamment à :

- mettre à jour les Statuts de façon générale ;

- préciser que la Société n'émet plus de nouvelles actions au porteur et n'accepte plus de convertir des actions nominatives en actions au porteur ;

- faire mention de certaines exigences de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, et de certaines mesures transitoires suite à l'entrée en vigueur de ladite loi ;
- mettre à jour la liste des actifs que le Fonds peut acquérir et notamment les actions d'autres compartiments du Fonds tel que le prévoit la Loi de 2010 ;
- insérer certaines règles spécifiques applicables aux compartiments maîtres et nourriciers afin de refléter les dispositions de la Loi de 2010 ;
- permettre, sous certaines conditions, le paiement en nature des demandes de rachat ;
- compléter les cas dans lesquels le Fonds pourra suspendre la détermination de la valeur nette d'inventaire d'une ou plusieurs classes d'actions, l'émission et le rachat des actions de cette classe ainsi que la conversion à partir de ces actions et en ces actions ;
- mettre à jour la liste des frais supportés par la Société ;
- modifier les dispositions concernant la liquidation et les fusions de compartiment afin de refléter les dispositions de la Loi de 2010 ;

4. Divers.

QUORUM ET MAJORITE

Les décisions sur tous les points à l'ordre du jour, requièrent un quorum d'au moins 50% du capital social du Fonds et sont adoptés à la majorité des 2/3 des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote.

VOTE

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur, dans la mesure où ces dernières n'ont pas déjà été immobilisées conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur (la " Loi de 2014 "), cinq jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, en vue de leur immobilisation et enregistrement auprès de European Fund Administration (EFA) agissant en tant que dépositaire au sens de la Loi de 2014.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015094880/755/52.

Lux-Pension, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 88.078.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, le jeudi 9 juillet 2015 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2015.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2015; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015094879/755/23.

BNP Paribas A Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 145.536.

—
The STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Friday, *July 17, 2015* at 2.00 p.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at March 31, 2015 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The shareholders must express their intention to take part in the Meeting at the latest five (5) business days before the date of the Meeting. They will be admitted at the Meeting upon proof of their identity and presentation of a share(s) blocking certificate.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

Annual accounts, as well as the report of the Auditor and the management report are available at the Registered Office of the Company. Shareholders may request that these documents are sent to them. They have to send their request, either by post to the following address: BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange - or by email to fs.lu.legal@bnpparibas-ip.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015094877/755/27.

Association coopérative financière des fonctionnaires internationaux (AMFIE), Société Coopérative organisée comme une Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 35.566.

—
Conformément à l'article 8.1.2. des Statuts, un groupe de sociétaires représentant plus de 10% du capital social demande la convocation d'une assemblée générale extraordinaire et vous invite à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

(sixième session extraordinaire de l'Assemblée Générale) qui se tiendra le samedi *27 juin 2015* à 09h00 à l'Hôtel DoubleTree by Hilton, Luxembourg 12 rue Jean Engling, Luxembourg

Canevas du déroulement de l'assemblée:

1. Composition des membres du bureau de l'Assemblée (nomination d'un président, d'un secrétaire et de trois scrutateurs)
2. Ouverture de la session et vérification du quorum
3. Lecture de l'ordre du jour
4. Questions-Réponses
5. Vote sur les points à l'ordre du jour

Ordre du jour

1. Amendements aux Statuts afin de réduire de 12 (douze) à 8 (huit) le nombre des membres du Conseil d'administration et adoption de l'article 8.2.1. modifié suivant:

" 8.2.1. L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de 8 membres élus par l'Assemblée générale pour une période de deux ans; tout candidat à un poste d'administrateur doit recueillir au moins un sixième des voix présentes ou représentées à l'Assemblée. Le Conseil d'administration est renouvelé par moitié tous les ans, selon les modalités précisées dans les règlements. Les administrateurs sortant sont rééligibles. "

Exceptionnellement, cet amendement ne prendra effet que dans un délai spécifié par l'assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2015.

2. Election de huit membres composant le conseil d'administration

- i. Dans 3 mois
- ii. Dans 6 mois
- iii. Dans 12 mois

Exposé des motifs :

" Une réduction du nombre d'administrateurs de 12 à 8 membres afin d'adapter notre structure de gouvernance à un environnement réglementaire et économique exigeant une plus grande disponibilité et flexibilité. Ceci s'inscrit dans la continuité de nos changements statutaires effectués l'an dernier afin de se doter d'un organe de contrôle de nos activités mais aussi de support du secrétariat qui réponde à l'exigence du service que nous souhaitons pour nos sociétaires. "

Référence de publication: 2015086854/36.

NN (L) Flex, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 41.873.

Notice is hereby given that the:

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of NN (L) FLEX will be held at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg on 9 July 2015 at 1.30 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and of the auditors;
2. Approval of the annual accounts as of March 31, 2015;
3. Allocation of results ;
4. Discharge to the directors;
5. Statutory appointments (resignation(s) and/or appointment(s).

Registered shareholders will be admitted upon proof of their identity, provided they inform the Board of Directors of their intention to attend the meeting at least five clear days prior to the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015094876/755/19.

Al Mada Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 110.402.

Extrait des résolutions en date du 21 avril 2015 prises par l'associé unique de Al Mada Investments S.à r.l. (la «Société»)

1. L'associé accepte la démission de Monsieur Ahmad Binbyat, ayant son adresse professionnelle au 363, Umm Saqaim Area DM 189, UEA Dubaï en tant que gérant de la Société avec effet au 21 avril 2015;

2. L'associé décide de nommer Monsieur Hugues Bernard Charles Lopic, né le 3 mars 1965 à Boulogne-Billancourt en France, ayant son adresse professionnelle au 14, St George Street, Londres W1S 1FE, Royaume-Uni en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 21 avril 2015;

3. L'associé décide de nommer Monsieur Brian Patrick Cassidy, né le 31 décembre 1973 en Ohio, États-Unis, ayant son adresse professionnelle au 667, Madison Avenue, 10^{ème} étage, New York, 10065, États-Unis en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 21 avril 2015;

4. L'associé décide de nommer Madame Anke Jager, née le 22 avril 1968 à Salzgitter, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 21 avril 2015;

5. L'associé décide de nommer Monsieur James Andrew Lees, né le 31 janvier 1978 à Belfast, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 21 avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Al Mada Investments S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015062752/27.

(150072475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Opéra Finance International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 103.397.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015082878/10/18.

Financière WDD S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 13.526.261,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 168.811.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes sociaux et du rapport du Réviseur d'Entreprises portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015080925/10/18.

Publitolp, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 59.734.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 20 avril 2015:

- a renouvelé le mandat d'administrateur de:

Monsieur François FRANSSEN, 44, Boulevard Pachéco, B-1000 Bruxelles

Monsieur Vincent HAMELINK, Avenue des Arts 58, B-1000 Bruxelles

Monsieur Jean-Yves MALDAGUE, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

CANDRIAM LUXEMBOURG, représentée par Monsieur Naïm ABOU-JAOUDE, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2016

- a renouvelé le mandat de PricewaterhouseCoopers, RCS B-65477, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2016.

Pour PUBLITOP

Société d'Investissement à Capital Variable
RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015061444/21.

(150070015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Financière Charmont S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 114.429.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre note de ma démission en tant qu'administrateur et administrateur-délégué de votre société avec effet immédiat.

Le 23 avril 2015.

Alexandre Marguet.

Référence de publication: 2015061188/10.

(150070036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Boof S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 180.501.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015082880/10/18.

WOFU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 179.600.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015082879/10/18.

EMC Asset Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.509.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 8 avril 2015 et a adopté les résolutions suivantes:

- L'Assemblée a reconduit les mandats d'Administrateur de:

- * M. Pascal Chauvaux, 15, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg
- * M. Frédéric Fasel, 15, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg
- * M. François Siegwart, 19 rue du Rhône, CH-1211 Genève 11, Suisse
- * M. Olivier Rigot, 19 rue du Rhône, CH-1211 Genève 11, Suisse

Pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

- L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé Deloitte Audit S.à r.l. pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Référence de publication: 2015061161/17.

(150070416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Retail Investment Group S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 193.788.

—
Extrait du contrat de cession de parts signé le 17 avril 2015

En vertu du contrat de cession de parts signé en date du 17 Avril 2015, les parts de la société ont été transférées comme suit:

Retail Investment Group BV, ayant son siège social au Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam, the Netherlands a transféré 25,000 parts de 1 USD chacune, détenues dans la Société à Grupo Axo, SAPI de CV, ayant son siège social Bivd Manuel Avila Camacho n° 40, 21st floor, Lomas de Chpultepec, CP. 11000, Mexico D.F.

Luxembourg, le 17 Avril 2015.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015061454/17.

(150070169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Atlantas Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 33.188.

Le Conseil d'administration de la Société a l'honneur de vous convoquer à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 30 juin 2015 à 15 heures au 2, place Winston Churchill, L - 1340 Luxembourg pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

Approbation d'une proposition de modification des statuts de la Société, et ayant pour conséquence la refonte globale des statuts de la Société (les " Statuts ").

Cette proposition comprend notamment, les modifications suivantes :

1. Modification de l'article 3 des Statuts afin de mettre à jour les références légales aux dispositions régissant les organismes de placement collectif, à savoir la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la " Loi de 2010 "). Cet article se lit comme suit :

" ARTICLE 3. - OBJET.

L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et autres actifs financiers liquides autorisés par la loi, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet dans toute la mesure autorisée par la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif telle que modifiée (la "Loi de 2010"). ";

2. Modification des neuvième, treizième, quatorzième, quinzième et vingt-et-unième paragraphes et insertion des dixième, onzième, douzième et seizième paragraphes de l'article 5 des Statuts quant aux actions en émission;
3. Modification de l'article 6 des Statuts et insertion d'un troisième paragraphe quant au remplacement de certificats d'actions au porteur;
4. Modification de l'article 7 des Statuts pour détailler les modalités de restriction à la détention ou acquisition d'actions;
5. Modification des cinquième et neuvième paragraphes de l'article 8 des Statuts à des fins de clarification et mise à jour;
6. Insertion d'un quatrième paragraphe dans l'article 9 des Statuts quant aux règles de prescription;
7. Modification des cinquième, sixième et septième paragraphes de l'article 10 des Statuts et insertion d'un huitième paragraphe pour clarifier les modalités de fonctionnement du conseil d'administration;
8. Modification du dixième paragraphe et insertion des douzième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-septième paragraphes de l'article 12 des Statuts quant aux pouvoirs du conseil d'administration pour refléter les nouvelles dispositions de la loi de 2010 (investissements croisés, fusion et compartiment maître ou nourricier);
9. Modification de l'article 15 des Statuts quant à la gestion des conflits d'intérêts;
10. Insertion d'un nouvel article 17 (anciennement article 19) dans les Statuts quant aux modalités d'émission des actions;
11. Modification de l'article 18 des Statuts quant au rachat d'actions et aux conditions d'un possible report ;
12. Modification de l'article 19 des Statuts relatif à la valeur nette d'inventaire et aux cas de suspension de son calcul;
13. Modification de l'article 20 des Statuts pour clarifier les frais à charge de la Société;
14. Insertion d'un second paragraphe dans l'article 24 des Statuts quant aux règles de consignation;
15. Mise à jour mineure des articles 5, 8, 21, 22 23 et 26 des Statuts (notamment les références à la Loi de 2010) et renumérotation de divers articles.

Le texte consolidé des modifications statutaires proposées est disponible, sur simple demande, au siège social de la Société ainsi qu'une copie de la lettre aux actionnaires en nom détaillant plus amplement cet agenda.

L'assemblée ne pourra valablement délibérer et voter sur l'agenda que si 50% des actions en émission au jour de l'assemblée sont présentes ou représentées et les décisions, pour être valablement prises, devront être prises à la majorité des 2/3 des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés le jour de l'assemblée.

Les actionnaires peuvent voter en personne ou par le biais d'une procuration sous réserve du dépôt préalable des actions au porteur auprès d'AD Corporate Services S.à.r.l. Des formulaires de procuration sont disponibles sur demande au siège social de la Société.

Si le quorum de présence n'était pas atteint, l'assemblée générale extraordinaire reconvoquée ne serait soumise à aucune condition de quorum et les décisions seraient prises à la majorité des 2/3 des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015086838/755/56.

FIP (Europe), Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11B, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 159.177.

Le Conseil d'Administration convoque par la présente les Actionnaires de la société FIP (EUROPE) S.A. (RCS B159.177) à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 29 juin 2015 à 14 heures au siège de la société Avenue de la Porte-Neuve, 11B, L-2227 Luxembourg, pour délibérer sur l'Ordre du Jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire;
2. Présentation et Approbation du Bilan, du Compte de Profits et Pertes et de l'annexe arrêtés au 31-12-2014;
3. Affectation du résultat de l'exercice;
4. Décharge à donner aux Administrateurs et Commissaire;
5. Nominations - Démissions d'Administrateurs;
6. Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015085050/19.

International Business Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11B, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 51.863.

Le Conseil d'Administration convoque par la présente les Actionnaires de la société INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTANTS SA (RCS B51.863) à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *29 juin 2015* à 15 heures au siège de la société Avenue de la Porte-Neuve, 11B, L-2227 Luxembourg pour délibérer sur l'Ordre du Jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire;
2. Présentation et Approbation du Bilan, du Compte de Profits et Pertes et de l'annexe arrêtés au 31-12-2014;
3. Affectation du résultat de l'exercice;
4. Décharge à donner aux Administrateurs et Commissaire;
5. Nominations - Démissions d'Administrateurs;
6. Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015085051/19.

SOF-9 Rome Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 170.546.

Par résolutions signées en date du 22 avril 2015, les associés ont décidé

- d'acter et d'accepter la démission de Jerome Silvey de son mandat de gérant avec effet au 22 avril 2015
- de nommer Pascal Malbequi, avec adresse au 4 rue Thimonnier, 75009 Paris, France, au mandat de gérant, avec effet au 22 avril 2015, et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2015.

Référence de publication: 2015060860/14.

(150069293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

Labfive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.313.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015080926/10/19.

Opera Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 93.831.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juin 2015* à 18.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. distribution d'un tantième;
6. décharge aux Administrateurs, à l'Administrateur-Délégué et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015082881/10/19.

Acadia Investments Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 186.877.

Il résulte d'un transfert de parts sociales sous seing privé en date du 3 mars 2015 que Mr. Artur Chabowski a transféré les 12 500 parts sociales de la société à Tribeca Consulting and Management S.à r.l., avec siège social au 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg, de manière que Mr. Artur Chabowski ne détient désormais plus aucune part sociale et Tribeca Consulting and Management S.à r.l. détient les 12 500 parts sociales.

Luxembourg, le 23 avril 2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015060984/15.

(150070532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Breakthrough S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 173.715.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi *30 juin 2015* à 10:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2014.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015086835/1267/18.

Aqua-Rend, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 26.567.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *1^{er} juillet 2015* à 12.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.03.2015
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015084456/755/22.

Abante Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.074.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2015.

Pour ABANTE GLOBAL FUNDS

ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015060261/13.

(150069848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

B&D Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 116.876.

B&D Finance S.p.A, Società per Azioni.

Siège social: I-28100 Novara, Via Giovanni da Verrazano n. 15.

Register of Companies of Novara number 02346090034.

PROJET DE FUSION TRANSFRONTALIERE

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of June.

Before Us Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED:

I. B&D Finance S.p.A., a joint-stock company ("Società per Azioni") incorporated under Italian law, having its registered office in Via Giovanni da Verrazano n. 15, I-28100 Novara and registered with the Register of Companies of Novara under number 02346090034 (the "Absorbing Entity"), and

II. B&D Finance S.A., a public limited liability company ("Société Anonyme") incorporated under Luxembourg law, having its registered office at 9-11, Grand-rue, L-1661 Luxembourg and registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") under number B 116.876 (the "Absorbed Entity") and, together with the Absorbing Entity, the "Merging Companies");

here both duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4701 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of powers stated in the resolutions taken by the board of directors of the Absorbed Entity on 8 June 2015 and of the Absorbing Entity on 9 June 2015.

Extracts of said resolutions after being signed “ne varietur” by the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to this deed.

The appearing parties, represented as stated above, declare and request the notary to enact the following common draft merger terms:

PLAN FOR CROSS-BORDER MERGER BY ABSORPTION

The cross-border merger plan between B&D Finance S.A. (the “Absorbed Entity”) and B&D Finance S.p.A. (the “Absorbing Entity”), and together with the Absorbed Entity, the “Merging Companies”) is drawn up pursuant to the simplified merger procedure provided for in Italian and Luxembourg law (the “Cross-Border Merger Plan”).

As a result of the simplified merger of the Absorbed Entity into the Absorbing Entity (the “Merger”):

- a) the Absorbed Entity will cease to exist ipso jure without any liquidation and its shares will be cancelled; and
- b) the Absorbing Entity will acquire all the assets and liabilities of the Absorbed Entity.

RECITALS:

A. The Cross-Border Merger Plan is made in accordance with (i) the provisions of the Italian Legislative Decree 108/2008 and with art. 2501-ter and 2505 of the Italian Civil Code (the “Italian Law”) and (ii) the provisions of Section XIV (Des fusions), in particular Sub-sections 1 and 3, of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (the “Luxembourg Law”).

B. The Absorbing Entity is a type of company which may merge under Italian Law. The Absorbing Entity shall comply with the provisions and formalities of Italian Law, according to art. 2501 and following of the Italian Civil Code, and the Legislative Decree 108/2008.

C. Article 257 of the Luxembourg Law expressly authorizes a merger between a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) and a non-Luxembourg law governed company, provided that the law applicable to such non-Luxembourg law governed company does not prohibit such a merger. The Absorbed Entity may then merge into the Absorbing Entity under the Luxembourg Law. The Absorbed Entity shall comply with the provisions of Section XIV (Des fusions) of the Luxembourg Law.

PROPOSAL:

a. Background information on the Merger. Upon the effective date of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Entity shall be automatically transferred to the Absorbing Entity, and the Absorbed Entity shall cease to exist as a result of the Merger.

Any claims and debts that may exist between the Merging Companies are cancelled upon the Merger. The Merger does not change the legal relationships between the Merging Companies and third parties, as these will after the Merger be considered to be legal relationships between the Absorbing Entity and those third parties.

The Absorbing Entity is the sole shareholder of the Absorbed Entity.

b. Form, name, registered office of the Merging Companies.

Absorbing Entity:

B&D Finance S.p.A., a joint-stock company (“Società per Azioni”) incorporated under Italian law, with registered office at Via Giovanni da Verrazano n. 15, I-28100 Novara, and registered with the Register of Companies of Novara under number 02346090034.

Absorbed Entity:

B&D Finance S.A., a public limited liability company (“Société Anonyme”) incorporated under Luxembourg law, with registered office at 9-11, Grand-rue, L-1661 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (“Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg”) under number B 116.876.

The name, corporate form, by-laws and registered office of the Absorbing Entity will remain unchanged after the Merger. The by-laws of the Absorbing Entity are attached hereto as Annex 1.

c. Information on the valuation of the assets and liabilities which are transferred to the Absorbing Entity as a result of the Merger. The assets and liabilities which are transferred to the Absorbing Entity as a result of the Merger are valued on the basis of the approved financial statements as at 31 December 2014 of the Absorbed Entity.

The Merger will not result in an increase of the share capital of the Absorbing Entity.

d. Date of the Merging Companies' financial statements used to establish the conditions of the Merger. The Cross-Border Merger Plan is based on the approved financial statements as at 31 December 2014 of each of the Merging Companies, which with respect to the Absorbed Entity describes the assets and liabilities to be transferred to the Absorbing Entity.

e. Ratio applicable to the exchange of shares representing the Absorbed Entity's share capital and amount of any cash payment; terms for the allotment of shares representing the share capital of the Absorbing Entity. On the date of the Cross-Border Merger Plan, the Absorbed Entity is (and by the date of the legal effectiveness of the Merger will be still) owned entirely by the Absorbing Entity. As a consequence, no exchange of shares representing the share capital of the Absorbed Entity or cash payment will occur.

f. Likely consequences of the Merger on employment. The Absorbing Entity and the Absorbed Entity do not have any employees, therefore the Merger shall have no impact on the employment.

g. Date from which the transactions of the Absorbed Entity will be treated for accounting and fiscal purposes as being those of the Absorbing Entity; date of the legal effectiveness of the Merger. The Merger will be effective between the Merging Companies and towards third parties as from the day, subsequent to the registration of the Merger deed with the Register of Companies of Novara, that will be specified in the same Merger deed.

The Merger will be effective from accounting and tax perspective as from the date of legal effectiveness of the Merger.

h. Rights conferred by the Absorbing Entity to shareholders enjoying special rights and to holders of securities other than shares or the measures proposed concerning them. As there are no shareholders or holders of securities other than shares with special rights, no special right will be given to and no compensation will be paid to anyone by the Absorbing Entity as a consequence of the Merger.

i. Any special advantages granted to the experts, members of the administrative, management, supervisory or controlling organs of the Merging Companies. No special advantage was or shall be granted in connection with the Merger to a member of the management, supervisory or controlling organ or to an expert of any of the Merging Companies.

j. Documents available at the registered offices of the Merging Companies. The following documents will be made available to the shareholders at the registered office of respectively, the Absorbing Entity and the Absorbed Entity at least one (1) month before the meeting of the competent body of the Absorbing Entity convened to approve the Merger:

- a) the Cross- Border Merger Plan;
- b) the annual financial statements of the Absorbed Entity for the financial years 2012, 2013 and 2014, as well as the management reports for the financial years 2012, 2013 and 2014;
- c) the annual financial statements of the Absorbing Entity for the first financial year of 13 December 2012 - 31 December 2013 and for the financial year 2014; based on article 2435 bis of the Italian Civil Code the Absorbing Entity is exempt from establishing of the management reports for the said financial years;
- d) the explanatory memorandum issued by the board of directors of the Absorbed Entity; and
- e) the explanatory memorandum issued by the board of directors of the Absorbing Entity.

A full copy or, if so desired a partial copy of the documents referred here-above may be obtained by any shareholder of the Merging Companies upon request and free of charge.

k. Impact of the Merger on the creditors' rights. As a result of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Entity shall be transferred to the Absorbing Entity. The creditors of the Absorbed Entity shall become creditors of the Absorbing Entity.

Italy

The creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication of the Cross-Border Merger Plan provided for in article 2501-ter of the Italian Civil Code may apply within two (2) months of the publication of the Merger approval provided for in article 2502 of the Italian Civil Code to the relevant judge to oppose to the Merger.

Luxembourg

In accordance with article 268 of the Luxembourg Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication of the deeds recording the Merger provided for in article 273 of the Luxembourg Law, may notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two (2) months of that publication to the judge presiding the Chamber of the Tribunal d'Arrondissement in the district in which the registered office of the debtor company is located dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguards for any matured or unmatured debts, where such creditors can credibly demonstrate that, due to the Merger the fulfilment of their claim is at stake and that no adequate safeguards have been obtained.

The president shall reject the claim of such creditors when they are already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the financial situation of the company after the Merger. The application may be turned down by paying the creditors even if the debt is unmatured. If the collaterals are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately become due.

In accordance with article 262 of the Luxembourg Law, the creditors of the Absorbed Entity and the Absorbing Entity may obtain (free of charge) the complete information on the exercise of their rights at the registered office of respectively:

- the Absorbed Entity which is located at 9-11, Grand-rue, L-1661 Luxembourg; and
- the Absorbing Entity which is located at Via Giovanni da Verrazano n. 15, I-28100 Novara.

Costs and rights

All the costs, rights and fees linked to the present deed and its execution are borne by the Absorbing Entity.

Registration duty

In accordance with article 6 of the law dated 19 December 2008 regarding the revision of the regime applicable to certain company's acts in relation to the registration duties, the transfer of the assets, movable and immovable, resulting from the Merger is not subject to the proportional registration duty.

Declaration

The undersigned notary public hereby certifies the existence and legality of the Cross-Border Merger Plan and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to Luxembourg Law.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing parties who, represented as stated above, signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Le dix juin deux mille quinze.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

I. B&D Finance S.p.A., une société anonyme, constituée selon le droit Italien, ayant son siège social à Via Giovanni da Verrazano n. 15, I-28100 Novara et inscrite au Registre des Sociétés de Novara sous le numéro 02346090034 (l'«Entité Absorbante»), et

II. B&D Finance S.A., une société anonyme, constituée selon le droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 9-11, Grand-rue, L-1661 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.876 (l'«Entité Absorbée») et, ensemble avec l'Entité Absorbante, les «Sociétés fusionnantes»;

ici dûment représentée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4701 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations établies dans les résolutions prises par le conseil d'administration de l'Entité Absorbée le 8 juin 2015 et de l'Entité Absorbante le 9 juin 2015.

Extraits desdites procurations resteront, après avoir été signés «ne varietur» par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, annexés au présent acte pour être formalisés avec celui-ci.

Les parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, déclarent et requièrent le notaire de dresser les termes du projet commun de fusion suivants:

PROJET DE FUSION TRANSFRONTALIERE PAR ABSORPTION

Le projet de fusion transfrontalière entre B&D Finance S.A. (l'«Entité Absorbée») et B&D Finance S.p.A. (l'«Entité Absorbante»), et ensemble avec l'Entité Absorbée, les «Sociétés Fusionnantes») est établi conformément à la procédure de fusion simplifiée prévue en droit Italien et Luxembourgeois (le «Projet de Fusion Transfrontalière»).

Suite à la fusion simplifiée de la Société Absorbée dans la Société Absorbante (la «Fusion»):

- a) L'Entité Absorbée cessera d'exister *ispo jure* sans liquidation et ses actions seront annulées; et
- b) L'Entité Absorbante acquerra tous les actifs et passifs de l'Entité Absorbée.

DECLARATIONS:

A. Le Projet de Fusion Transfrontalière est réalisé conformément (i) aux dispositions du Décret Législatif Italien 108/2008 et l'art. 2501-ter and 2505 du Code Civil Italien (le «Droit Italien») et (ii) aux dispositions de la Section XIV (Des Fusions), en particulier les Sous-Sections 1 et 3, de la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi Luxembourgeoise»).

B. La Société Absorbante est une société qui peut fusionner selon le Droit Italien. La Société Absorbante doit se conformer aux dispositions et aux formalités du Droit Italien, selon l'art. 2501 et suivants du Code Civil Italien et le Décret Législatif 108/2008.

C. L'article 257 de la Loi Luxembourgeoise autorise expressément une fusion entre une société anonyme luxembourgeoise et une société de droit étranger, pour autant que le droit applicable à cette société de droit étranger n'interdise pas une telle fusion. L'Entité Absorbée peut donc fusionner dans l'Entité Absorbante en vertu de la Loi Luxembourgeoise. L'Entité Absorbée doit satisfaire aux dispositions de la Section XIV (Des Fusions) de la Loi Luxembourgeoise.

PROPOSITION:

a. Informations générales concernant la Fusion. Eu égard à la date effective de la Fusion, tous les actifs et passifs de l'Entité Absorbée seront automatiquement transférés à l'Entité Absorbante et l'Entité Absorbée cessera d'exister suite à la Fusion.

Toutes les créances et toutes les dettes qui pourraient exister entre les Sociétés Fusionnantes seront annulées au moment de la Fusion. La Fusion ne modifie pas les relations juridiques entre les Sociétés Fusionnantes et les tiers, qui seront considérées après la Fusion comme étant les relations juridiques entre la Société Absorbante et ces tiers.

L'Entité Absorbante est l'actionnaire unique de l'Entité Absorbée.

b. Forme légale, dénomination, siège social des Sociétés Fusionnantes.

Société Absorbante:

B&D Finance S.p.A., une société anonyme, constituée selon le Droit Italien, ayant son siège social à Via Giovanni da Verrazano n. 15, I-28100 Novara et inscrite au Registre des Sociétés de Novara sous le numéro 02346090034.

Société Absorbée:

B&D Finance S.A., une société anonyme, constituée selon la Loi Luxembourgeoise, ayant son siège social au 9-11, Grand-rue, L-1661 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.876.

La dénomination, la forme sociale, les statuts et le siège social de l'Entité Absorbante resteront inchangés après la Fusion. Les statuts de la l'Entité Absorbante sont ci-annexés à l'Annexe 1.

c. Information sur l'évaluation des actifs et passifs transférés à l'Entité Absorbante suite à la Fusion. Les actifs et passifs qui sont transférés à l'Entité Absorbante suite à la Fusion sont évalués sur la base des comptes de l'Entité Absorbée approuvés au 31 décembre 2014.

La Fusion ne consistera pas en une augmentation de capital de l'Entité Absorbante.

d. Date des comptes des Sociétés Fusionnantes utilisés pour établir les conditions de la Fusion. Le Projet de Fusion Transfrontalière est établi sur base des comptes de chacune des Sociétés Fusionnantes approuvés au 31 décembre 2014, lesquels décrivent les actifs et passifs de l'Entité Absorbée à transférer à l'Entité Absorbante.

e. Ratio applicable à l'échange des actions représentant le capital social de l'Entité Absorbée et montant de tout paiement en espèces: termes de la répartition des actions représentant le capital social de l'Entité Absorbante. A la date du Projet de Fusion Transfrontalière, l'Entité Absorbée est (et à la date de l'entrée en vigueur légale de la Fusion sera toujours) détenue entièrement par l'Entité Absorbante. En conséquence, aucun échange d'actions représentant le capital social de l'Entité Absorbée ou paiement en espèces n'aura lieu.

f. Conséquences probables de la Fusion sur l'emploi. L'Entité Absorbante et l'Entité Absorbée n'ont aucun employé, par conséquent la Fusion n'aura aucun impact sur l'emploi.

g. Date à partir de laquelle les transactions de l'Entité Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable et fiscal comme étant celles de l'Entité Absorbante; date de l'entrée en vigueur de la Fusion. La Fusion sera effective entre les Sociétés Fusionnantes et à l'égard des tiers à partir du jour suivant l'inscription de l'acte de Fusion auprès du Registre des Sociétés de Novara, ce qui sera précisé dans le même acte de Fusion.

La Fusion sera effective d'un point de vue comptable et fiscal à partir du jour de l'entrée en vigueur de la Fusion.

h. Droits conférés par l'Entité Absorbante aux actionnaires bénéficiant de droits particuliers ainsi qu'aux détenteurs de titres autres que des actions ou les mesures proposées les concernant. Comme il n'y a pas d'actionnaire ou de détenteur de titres autres que des actions avec des droits particuliers, aucun droit particulier ne sera attribué et aucune compensation ne sera versée à quiconque par l'Entité Absorbante suite à la Fusion.

i. Avantage particulier quelconque accordé aux experts, membres d'une administration, de la gérance, d'organes de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes. Aucun avantage particulier n'a été ou ne sera accordé en vertu de la Fusion à un membre de la gérance, d'organes de surveillance ou de contrôle ou à un expert d'une ou des Sociétés Fusionnantes.

j. Documents disponibles aux sièges sociaux des Sociétés Fusionnantes. Les documents suivants seront mis à la disposition des actionnaires au siège social de respectivement, l'Entité Absorbante et de l'Entité Absorbée au moins un (1) mois avant la réunion de l'organe compétent de l'Entité Absorbante convoquée pour approuver la Fusion:

a) le Projet de Fusion Transfrontalière;

b) les comptes annuels de l'Entité Absorbée relatifs aux exercices sociaux des années 2012, 2013 et 2014, ainsi que les rapports de gestion relatifs aux exercices sociaux des années 2012, 2013 et 2014;

c) les comptes annuels de l'Entité Absorbante relatifs à la première année fiscale du 13 décembre 2012 au 31 décembre 2013 et à l'année fiscale 2014; conformément à l'article 2435 bis du Code Civil Italien, l'Entité Absorbante est dispensée de devoir établir un rapport de gestion pour ces années fiscales;

d) le mémorandum explicatif émis par le conseil d'administration de l'Entité Absorbée; et

e) le mémorandum explicatif émis par le conseil d'administration de l'Entité Absorbante.

Une copie complète ou, si souhaité, une copie partielle des documents mentionnés ci-dessus peut être obtenue par tout actionnaire des Sociétés Fusionnantes sur demande et gratuitement.

k. Impact de la Fusion sur les droits des créanciers. Suite à la Fusion, tous les actifs et passifs de l'Entité Absorbée seront transférées à l'Entité Absorbante. Les créanciers de l'Entité Absorbée deviendront créanciers de l'Entité Absorbante.

Italie

Les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont les créances sont antérieures à la date de la publication du Projet de Fusion Transfrontalière prévu à l'article 2501-ter du Code Civil Italien pourront faire opposition à la Fusion dans les deux (2) mois de la publication de la Fusion prévue à l'article 2502 du Code Civil Italien devant juge compétent.

Luxembourg

Conformément à l'article 268 de la Loi Luxembourgeoise, les créanciers des Sociétés Fusionnantes, dont les créances sont antérieures à la date de la publication des actes constatant la Fusion prévue à l'article 273 de la Loi Luxembourgeoise peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux (2) mois de cette publication, demander au magistrat président la Chambre du Tribunal d'Arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues et non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible que, suite à la Fusion le paiement de leur créance court un risque et que les garanties adéquates n'ont pas été obtenues.

Le président rejette la demande de ces créanciers s'ils disposent déjà de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la société après la Fusion. Cette demande peut être écartée en payant les créanciers même si la créance n'est pas échue. Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai fixé, la créance sera immédiatement exigible.

Conformément à l'article 262 de la Loi Luxembourgeoise, les créanciers de la l'Entité Absorbée et de l'Entité Absorbante peuvent obtenir (gratuitement) une information complète sur l'exercice de leurs droits au siège social de respectivement:

- l'Entité Absorbée située au 9-11, Grand-rue, L-1661 Luxembourg; et
- l'Entité Absorbante située à Via Giovanni da Verrazano n. 15, I-28100 Novara.

Coûts et droits

Tous les coûts, droits et montants liés au présent acte ainsi qu'à son exécution sont à la charge de la Société Absorbante.

Droits d'enregistrement

Conformément à l'article 6 de la Loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, le transfert des biens, meubles ou immeubles, résultant de la Fusion n'est pas soumis à la perception de droits d'enregistrement.

Déclaration

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du Projet de Fusion Transfrontalière et de tout acte, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à la Loi Luxembourgeoise.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, constate que les parties comparantes, ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivie d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, celles-ci, telle que représentées ci-dessus, ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 15 juin 2015. Relation: EAC/2015/13483. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Suivent les statuts de la société absorbante

STATUTS

Raison sociale, Siège social, Objet social, Durée

Art. 1^{er}. Raison sociale. La Société est dénommée:

«B&D Finance S.p.A.».

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est sis à Novare (Italie).

La Société, selon les modalités et les formes requises d'une fois à l'autre, peut établir, supprimer, changer des sièges sociaux secondaires, des filiales, des succursales, des représentations, des agences et bureaux de représentation, des imités locales en général, y compris à l'étranger.

Art. 3. Domicile des associés. Le domicile des associés, le numéro de fax, l'adresse de courrier électronique ou autres adresses et références auxquels les communications ou les avis prévus par les statuts ou effectués par la Société sont valablement expédiés, sont ceux qui résultent du livre des associés et qui ont été communiqués par les intéressés eux-mêmes à cette fin.

Art. 4. Objet social. La Société a pour objet l'acquisition et la vente de participations dans d'autres sociétés ou entités en Italie et à l'étranger.

La Société peut acheter et vendre des valeurs mobilières et des activités financières, accorder des garanties y compris en faveur de tiers, réaliser des opérations financières, mobilières, immobilières et d'investissement de son propre patrimoine sans offre au public et non réservées exclusivement à des types particuliers de sociétés ou d'entités.

Art. 5. Durée. La durée de la Société viendra à expiration le 31 décembre 2070.

Capital social - Actions

Art. 6. Capital social. Le capital social s'élève à EUR 21.635.784,50 (vingt et un millions six cent trente-cinq mille sept cent quatre-vingt-quatre euros et cinquante centimes) divisé en 43.271.569 (quarante-trois millions deux cent soixante et onze mille cinq cent soixante-neuf) actions de valeur nominale EUR 0,50 (zéro virgule cinquante euro) chacune.

Les actions sont représentées par des certificats d'actions.

Les actions sont nominatives; le régime d'émission et de circulation des actions, sauf pour ce qui est prévu au point 7 ci-dessous relativement au transfert des actions, est régi par la législation en vigueur.

Le capital social peut être augmenté ou réduit selon les modalités et conditions prévues par la loi, sauf disposition contraire des présents statuts. Le capital peut également être augmenté moyennant des apports en nature, dans les limites autorisées par la loi.

Art. 7. Transfert des actions.

a) Par le terme «transfert», l'on entend toute transaction, même à titre gratuit (y compris, à titre d'exemple: vente, donation, échange, exécution d'une obligation naturelle, apport en nature à une société, vente forcée, cession pour paiement, vente en bloc, fusion, scission, etc.), ayant pour résultat, direct ou indirect, le transfert à des tiers de la propriété ou de la nue-propriété ou la constitution ou le transfert de droits réels (comme le gage et l'usufruit) sur les actions.

b) Les actions sont librement transférables par acte entre vifs (i) en faveur d'ascendants et de descendants en ligne directe, ainsi que de parents jusqu'au quatrième degré inclus, à condition que, dans ce dernier cas, ils soient déjà actionnaires de la Société; et (ii) en faveur de la Société elle-même, de la société-mère et des filiales.

Dans les autres cas, les dispositions des paragraphes suivants sont applicables.

Les transferts visés au présent paragraphe doivent être communiqués à la Société au plus tard trente jours après leur exécution.

c) Sont également libres - après obtention préalable, toutefois, du consentement du Conseil d'administration qui vérifie la satisfaction des conditions visées au présent paragraphe - le transfert à une société fiduciaire ou à un trust et le retransfert au bénéficiaire initial du trust, à condition que le bénéficiaire, également pour ses successeurs, et la société fiduciaire, s'engagent à l'égard de la Société à ne pas transférer le mandat, à ne pas accepter de transferts ni de successions dans le cadre du mandat, et à ne pas transférer les actions, sauf si les dispositions du présent article sont respectées.

Si des engagements adéquats ne sont pas fournis à la Société selon lesquels le transfert en faveur d'un trust ou d'une société fiduciaire n'implique pas un évitement ou une violation des règles prévues par le présent article, les transferts ne seront pas inscrits au livre des associés et seront soumis aux dispositions visées aux paragraphes ci-dessous.

d) Le Conseil d'administration, à l'occasion de l'assemblée réunie pour approuver le bilan, portera à la connaissance des associés la valeur attribuée à la Société par un intermédiaire financier de premier plan désigné par le Conseil d'administration, auquel sera attribuée chaque année la tâche d'évaluer la Société (ci-après «l'Expertise annuelle»). Dans tous les cas, l'Expertise annuelle sera rédigée sur la base de la Fair Market Value (juste valeur de marché) de la Société entendue comme étant la valeur, nette des divers frais et commissions que les associés encaisseraient en cas d'admission à la cotation en Bourse des actions émises par la Société sur un ou plusieurs marchés réglementés nationaux ou étrangers.

e) L'associé qui, par acte entre vifs, bien que n'ayant pas reçu d'offre de tiers, entend à n'importe quel titre, onéreux ou gratuit, procéder à des transferts d'actions en faveur de sujets autres que ceux visés aux lettres b) et c) du présent article, est tenu de les proposer en préemption aux autres associés, proportionnellement à leurs participations respectives et, pour la partie non exercée par ceux-ci même au sens des lettres h) et i) ci-dessous, à la Société (ci-après la «Préemption»), par l'intermédiaire du Conseil d'administration qui sera garant de toutes les procédures concernant les transferts, y compris ceux pour cause de mort.

f) À cette fin, l'associé qui entend transférer sa participation doit communiquer par lettre recommandée avec accusé de réception, au Conseil d'administration et aux autres associés, les conditions et le prix de transfert demandé.

g) Si les transferts sont exécutés à titre gratuit ou contre un paiement autre qu'en espèces, le prix du transfert est considéré comme étant proposé à un prix équivalent à la valeur de la participation, sur la base de la dernière Expertise annuelle disponible.

h) Le droit de Prémption est appliqué en proportion de la participation détenue, avec le droit, toujours proportionnel, d'accroissement sur les actions à l'égard desquelles la Prémption n'a pas été exercée.

i) Les associés qui entendent exercer la Prémption doivent en informer le Conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 60 jours après la date de réception de la communication visée à la lettre f) précédente, en indiquant également le nombre maximum d'actions qu'ils sont disposés à acheter dans le cadre du droit d'accroissement qu'ils possèdent aux termes de la lettre h) précédente.

Le Conseil d'administration, dans les quinze jours suivants l'échéance du délai visé ci-dessus, communique à l'associé qui entend transférer sa participation pour combien d'actions objet du transfert la Prémption a été exercée et combien d'actions la Société elle-même est disposée à acheter.

l) Si les propositions d'achat s'avèrent globalement inférieures à la quantité offerte, l'associé offrant peut, à sa discrétion, rechercher des offres irrévocables de tiers acquéreurs pour les seules actions pour lesquelles la Prémption n'a pas été exercée, ou pour la totalité de la participation qu'il entend transférer, sous réserve par ailleurs du respect des dispositions visées ci-dessous à la lettre m).

m) Au cas où un associé reçoit une offre de la part de tiers, même une fois exécutée la procédure visée aux lettres f) à l), ledit associé doit communiquer au Conseil d'administration le nom du tiers bénéficiaire potentiel du transfert, le titre, le prix et les conditions du transfert (le tout accompagné de la documentation justificative pertinente du caractère contraignant et du sérieux de l'offre), et offrir en Prémption la participation qu'il détient au prix offert par les tiers, selon la procédure indiquée ci-dessus, restant entendu ce qui est prévu en cas de transfert gratuit ou contre paiement autre qu'en espèces.

n) Si les propositions d'achat s'avèrent concerner un nombre d'actions inférieur à la quantité offerte, l'associé offrant peut, à sa discrétion, céder au tiers, au prix et aux conditions initialement proposés, les actions pour lesquelles les autres associés de la Société n'ont pas communiqué leur disponibilité à l'achat, ou toutes les actions.

o) Les transferts visés aux précédents paragraphes doivent être exécutés au plus tard 30 jours après la communication par le Conseil d'administration aux termes de la lettre i) qui précède sur l'issue de la Prémption.

p) La constitution d'un gage, y compris à l'égard des sujets visés au présent article 7, lettre b), est efficace à l'égard de la Société seulement si elle est préalablement autorisée par le Conseil d'administration.

q) Les actions sont librement transférables pour cause de mort à des ascendants et descendants en ligne directe et à des parents jusqu'au quatrième degré inclus, à conditions que ces derniers soient déjà actionnaires de la Société. Dans tout autre cas, le conjoint, l'héritier ou le légataire auxquels reviennent, légalement ou en vertu d'un testament, les actions échues en succession doit communiquer l'ouverture de la succession au Conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception à expédier dans les soixante jours après l'ouverture de la succession.

r) Une fois reçue la communication visée à la lettre q) précédente, ou ayant connaissance, en tout état de cause, de l'ouverture de la succession, le Conseil d'administration, à son tour, en informe les associés survivants en les invitant à exprimer, dans les 30 jours suivants leur consentement au transfert pour cause de mort dont ils ont été informés. Si, à l'échéance du délai indiqué, le Conseil d'administration n'a reçu aucune communication de la part des associés, le consentement de l'associé qui n'a pas procédé à la communication sera réputé refusé. Pendant cette procédure, le droit de vote attaché aux actions échues en succession est suspendu.

s) Si, avant l'échéance du délai visé à la lettre r) précédente, est parvenu le consentement d'un nombre d'associés représentant au moins les deux tiers du capital social détenu par les associés survivants, l'héritier ou le légataire - s'ils sont réservataires en vertu de toute autre disposition légale - entreront pleinement en jouissance des droits sociaux attachés aux actions échues en succession.

t) En revanche, si, avant l'échéance du délai visé à la lettre r) précédente, le consentement de la majorité qualifiée d'associés survivants visée à la lettre s) précédente n'est pas parvenu, ceux-ci auront le droit - ou l'obligation, si l'héritier ou le légataire en fait le demande - d'acheter, dans les 60 jours qui suivent, les actions échues en succession, selon la procédure prévue pour les transferts à titre gratuit visée à la lettre g) précédente. En cas de non-achat par les associés survivants, la Société disposera de la faculté d'acheter les actions restantes échues en succession.

u) Le droit ou l'obligation d'achat visé à la lettre t) précédente ne s'applique pas si l'héritier ou le légataire qui n'a pas reçu le consentement transfère, dans le même délai de 60 jours, la pleine propriété ou la nue-propriété des actions, en réservant l'usufruit sans droit de vote à un autre héritier ou légataire qui a reçu le consentement ou, en tout état de cause, à un sujet à qui le défunt aurait pu librement transférer les actions.

Si la procédure définie à la lettre r) ne donne pas lieu (i) au transfert des actions échues en succession en faveur des associés survivants ou (ii) au transfert pour partie seulement des actions susdites, l'héritier ou le légataire acquiert la pleine propriété des actions échues en succession.

En tout état de cause, le (droit de) vote reste suspendu jusqu'à l'achèvement de la procédure visée aux précédents paragraphes.

v) Les dispositions du présent article s'appliquent également au transfert des droits d'option. Dans cette dernière hypothèse, toutes les conditions prévues dans le présent article sont réduites à un tiers.

w) Les actions achetées par les associés sont converties automatiquement en actions de la même catégorie que celles respectivement détenues. Dans ce cas, le Conseil d'administration (i) vérifie la survenue de la conversion, par délibération adoptée par le vote favorable de la majorité des présents, (ii) exécute toutes les formalités nécessaires à l'émission des actions ainsi qu'aux inscriptions légales dans le Registre des entreprises, et (iii) procède, une fois achevée l'émission des actions visées ci-dessus, aux modifications nécessaires à l'article 6 des statuts de la Société, en adaptant, aux fins de l'application de la loi, les chiffres et le texte là où cela est nécessaire, procède au dépôt du texte des statuts mis à jour en ce sens, et effectue toute autre formalité prévue par la législation en vigueur. En cas d'omission du Conseil d'administration, l'existence des conditions préalables à la conversion est attestée par le Collège des commissaires aux comptes par délibération adoptée avec le vote favorable de la majorité des présents. La conversion des actions d'une catégorie à l'autre prend effet au moment de l'inscription du texte des statuts mis à jour dans le Registre des entreprises compétent.

Art. 8. Retrait. Les associés disposent d'un droit de retrait dans les cas où le droit de retrait est expressément prévu par la loi. Le droit de retrait ne peut être exercé pour les délibérations concernant:

- a) la prolongation de la durée de la Société;
- b) l'introduction, la modification ou la suppression de contraintes à la circulation des actions.

Assemblée

Art. 9. Convocation de l'Assemblée. L'Assemblée est convoquée par le Conseil d'administration dans les cas prévus par la loi et à chaque fois que l'organe administratif le juge opportun et, en tout état de cause, au moins une fois par an, au plus tard cent vingt jours après la clôture de l'exercice social, ou cent quatre-vingts jours si les conditions prévues à l'art. 2364, paragraphe 2, du code civil, sont réunies.

L'Assemblée est convoquée moyennant un avis contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu de la réunion, des sujets à traiter et de la date de seconde convocation. L'avis de convocation est publié au Journal officiel au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion, ou communiqué, à condition que la Société ne fasse pas appel à du capital-risque, alternativement ou les deux, par lettre recommandée avec avis de réception, envoyée anticipativement par fax, ou par courrier électronique ou par tout autre moyen garantissant la preuve de sa réception aux adresses, lieux de résidence et références visés à l'art. 3, à expédier au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

L'Assemblée peut également être convoquée dans lieu autre que le siège social, à condition que ce soit en Italie, en Suisse, ou dans un pays de l'Union européenne.

Toutefois, les assemblées même non convoquées comme indiqué ci-dessus sont valides si la totalité du capital social y est représentée et que la majorité des membres de l'organe administratif et du Collège des commissaires aux comptes y participe. Dans cette hypothèse, chacun des participants peut s'opposer à la discussion et au vote sur les sujets dont il s'estime insuffisamment informé.

Dans l'hypothèse visée au paragraphe précédent, les délibérations adoptées doivent être communiquées en temps utile aux administrateurs et commissaires aux comptes non présents.

Art. 10. Réunion par visioconférence ou par téléconférence. Les associés peuvent participer à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication à condition que la méthode collégiale et les principes de bonne foi et de parité de traitement des associés soient respectés. En particulier, il est nécessaire que:

- (i) le président de l'Assemblée, même en utilisant les ressources de son bureau, puisse vérifier l'identité et la légitimité des intervenants, régler le déroulement de la réunion, constater et proclamer les résultats des votes;
- (ii) la personne rédigeant le procès-verbal puisse percevoir adéquatement les événements de l'Assemblée faisant l'objet du procès-verbal;
- (iii) les intervenants puissent participer à la discussion et au vote simultané sur les points à l'ordre du jour.

Ces conditions étant réunies, l'Assemblée sera réputée tenue dans le lieu où se trouvent le Président et le rédacteur du procès-verbal.

Art. 11. Constitution de l'Assemblée et validité des délibérations. L'Assemblée ordinaire est régulièrement constituée en première convocation si les associés présents représentent au moins la moitié du capital social avec droit de vote à l'Assemblée et délibère à la majorité absolue des participants, y compris les abstentions,

L'Assemblée extraordinaire en première convocation délibère avec le vote favorable d'un nombre d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

En seconde convocation, l'Assemblée ordinaire est constituée quelle que soit la part du capital social représentée par les associés et délibère à la majorité absolue des participants, y compris les abstentions. L'Assemblée extraordinaire est régulièrement constituée si les associés présents représentent plus d'un tiers du capital social et délibère avec le vote favorable d'au moins les deux tiers du capital social représenté à l'Assemblée.

Ce qui précède est sans préjudice d'autres quorums plus importants prévus par la loi, entre autres celui des deux tiers du capital social pour l'introduction et la suppression de clauses compromissaires; dans ce cas, le droit de retrait des associés absents ou dissidents reste acquis.

Art. 12. Droit d'intervention des associés. Les associés doivent produire leurs actions afin de prouver leur légitimité à participer et à voter aux Assemblées.

Art. 13. Représentation à l'Assemblée. Tout associé qui a le droit d'intervenir à l'Assemblée peut se faire représenter dans les formes et les limites prévues par la loi. Dans tous les cas, la représentation ne peut être conférée aux membres de l'organe administratif ou de contrôle ou à des employés de la Société et de ses filiales, ni à ces dernières.

Art. 14. Présidence de l'Assemblée. Rédaction du procès-verbal. L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil d'administration et, s'il est absent ou empêché, par la personne habilitée à agir en son nom; en l'absence de celle-ci, par une autre personne désignée par l'Assemblée.

Le Président de l'Assemblée, qui peut se faire assister à cet effet par des préposés, vérifie la régularité de la constitution de l'Assemblée, contrôle l'identité et la légitimation des participants, règle le déroulement des travaux, définit les modalités de discussion et de vote (qui ne peut se faire à bulletin secret) et vérifie les résultats des votes.

Le Président est assisté par un secrétaire, qui peut ne pas être un associé, nommé par l'Assemblée. Dans les cas prévus par la loi, ou quand l'Assemblée le juge opportun, les fonctions de secrétaire sont assumées par un notaire.

Le procès-verbal des délibérations de l'Assemblée est réglementé par la loi.

Administration de la Société

Art. 15. Conseil d'administration. La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de 3 (trois) à 5 (cinq) membres selon les décisions prises par l'Assemblée.

Les administrateurs sont nommés conformément à la loi.

Les administrateurs sont nommés pour une période maximale de trois exercices. Ils sont déchus de leur mandat à la date de l'Assemblée convoquée pour l'approbation du bilan relatif au dernier exercice de leur mandat, et sont remplacés conformément à la loi. Ils sont toujours rééligibles.

Si le nombre d'administrateurs nommés est inférieur au maximum statutaire, l'Assemblée ordinaire, pendant la période où le Conseil d'administration est en fonction, peut augmenter ce nombre dans les limites du maximum statutaire. Les nouveaux administrateurs ainsi nommés sont déchus de leur mandat en même temps que ceux en fonction à l'acte de leur nomination.

En cas de cessation des fonctions d'un ou plusieurs administrateurs, il est procédé conformément à la loi.

Si, du fait d'une démission ou d'un autre motif, plus de la moitié des administrateurs en fonction vient à faire défaut, l'ensemble du Conseil d'administration est réputé déchu avec effet à partir de sa reconstitution, et l'Assemblée doit être immédiatement convoquée par les administrateurs restés en fonction afin de nommer un nouveau Conseil d'administration selon les modalités visées à la lettre b) du présent article.

Art. 16. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration est investi des plus amples pouvoirs pour la gestion ordinaire et extraordinaire de la Société et dispose de la faculté d'exécuter tous les actes considérés opportuns aux fins de la réalisation de l'objet social, sans aucune limitation, à la seule exception des pouvoirs expressément réservés par la loi à l'Assemblée.

Sont en outre attribuées au Conseil d'administration les compétences suivantes:

- la délibération de fusion dans les cas prévus aux art. 2505 et 2505-bis du code civil;
- l'établissement ou la suppression de sièges secondaires;
- le transfert du siège social dans le territoire national;
- la désignation des administrateurs investis de la représentation légale;
- la réduction du capital social en cas de retrait de l'associé;
- les adaptations des statuts de la Société aux dispositions légales expresses.

Art. 17. Action en responsabilité contre les administrateurs. L'action en responsabilité visée à l'art. 2393-bis du code civil peut également être exercée par des associés qui représentent au moins un tiers du capital social.

Art. 18. Président et organes délégués. Le Conseil d'administration élit son Président parmi ses membres. Il peut nommer un ou plusieurs Vice-présidents, qui remplacent le Président en cas d'absence ou d'empêchement et peut, dans les limites prévues par la loi, déléguer ses attributions à un ou plusieurs de ses membres en déterminant leurs pouvoirs, ainsi que - même de temps à autre - confier des missions spéciales à certains administrateurs, et nommer le secrétaire du Conseil d'administration, qui peut ne pas être un de ses membres.

Il peut nommer un Comité exécutif, en déterminant, dans les limites prévues par la loi, ses pouvoirs, ses tâches, le nombre de ses membres et son mode de fonctionnement.

Le Conseil d'administration peut nommer, avec faculté de délégation au sens des paragraphes qui précèdent, des directeurs généraux et des mandataires de négociation ou par catégorie d'actes, en déterminant leurs pouvoirs.

Les organes délégués font rapport au Conseil d'administration et au Collège des commissaires aux comptes, au moins tous les six mois, sur la situation générale de la gestion et sur son évolution prévisible, ainsi que sur les opérations d'importance majeure compte tenu de leurs dimensions et caractéristiques, effectuées par la Société et par ses filiales.

Art. 19. Convocations et réunions du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration se réunit, au siège social ou ailleurs, chaque fois que le Président ou toute personne chargée de le remplacer l'estime opportun, ou quand au moins deux administrateurs ou le Collège des commissaires aux comptes en font la demande écrite et motivée.

La convocation est effectuée par le Président ou toute personne chargée de le remplacer, moyennant une communication écrite contenant l'ordre du jour à envoyer, y compris par fax, télégramme ou courrier électronique, au moins trois jours avant la réunion ou, en cas d'urgence, au moins un jour avant, au domicile de chaque administrateur et au domicile de chaque commissaire aux comptes.

La réunion du Conseil d'administration est présidée par le Président ou par toute personne chargée de le remplacer ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, par la personne désignée par le Conseil d'administration.

La réunion est valablement constituée à condition qu'au moins la majorité absolue des administrateurs en fonction soit présente.

Le Conseil d'administration peut se réunir par télé/viéoconférence, à condition que tous les participants puissent être identifiés et qu'il leur soit possible de suivre la discussion et d'intervenir en temps réel dans le traitement des sujets débattus. La réunion est réputée tenue dans le lieu où se trouvent le Président et le secrétaire,

Les délibérations sont prises avec le vote favorable de la majorité absolue des administrateurs présents. En cas de parité des voix, le vote de la personne qui préside la réunion est prépondérant.

Le procès-verbal des délibérations du Conseil d'administration est réglementé par la loi.

Le Conseil d'administration est valablement constitué si, même en l'absence de convocation dans les formes et modalités prévues ci-dessus, tous les administrateurs en fonction et tous les membres du Collège des commissaires aux comptes sont présents, ou si la majorité tant des administrateurs que des commissaires aux comptes en fonction est présente et que les absents ont été dûment informés de la réunion et ne se sont pas opposés au traitement des sujets à l'ordre du jour.

Art. 20. Représentation de la Société. La représentation de la Société devant les tiers et en justice incombe au Président du Conseil d'administration et à toute personne chargée de le remplacer, ainsi que, s'ils sont nommés, aux administrateurs munis d'une délégation du Conseil d'administration, avec faculté pour ceux-ci de conférer des procurations à des mandataires et à des avocats.

Les membres du Conseil d'administration, même s'ils ne sont pas en possession d'une délégation permanente, disposent de la signature sociale et représentent la Société devant les tiers aux fins de l'exécution des délibérations adoptées par le Conseil d'administration dont ils sont spécifiquement chargés.

Sauf disposition contraire du Conseil d'administration, la représentation légale appartient aux sujets visés aux paragraphes précédents de manière disjointe l'un de l'autre.

Art. 21. Rémunération des administrateurs. Outre le remboursement de leurs frais professionnels, l'Assemblée peut attribuer aux administrateurs une rémunération, y compris sous la forme d'une participation aux bénéfices ou de l'attribution du droit de souscrire à un prix prédéterminé des actions de (mot illisible) émission. L'Assemblée peut fixer une rémunération globale pour tous les administrateurs, y compris ceux investis de tâches particulières conformément aux statuts. À défaut, pour ces derniers, le Conseil d'administration procède après avoir demandé l'avis du Collège des commissaires aux comptes.

Collège des commissaires aux comptes et révision légale des comptes

Art. 22. Collège des commissaires aux comptes. Le Collège des commissaires aux comptes est composé de trois membres effectifs et de deux suppléants nommés par l'Assemblée qui désigne également le Président.

Les devoirs, les fonctions, les responsabilités et la rétribution du Collège des commissaires aux comptes sont déterminés par la loi.

Les réunions du Collège des commissaires aux comptes peuvent se dérouler par télé/viéoconférence dans le respect des principes visés à l'art. 19.

Art. 23. Révision légale des comptes. La révision légale des comptes est assurée par le Collège des commissaires aux comptes ou, quand cela est prescrit expressément par la loi ou décidé par délibération de l'Assemblée ordinaire et, en tout état de cause, conformément à toute réglementation temporairement en vigueur, par un réviseur ou par une société de révision légale immatriculée au registre compétent.

Les devoirs, les fonctions, les attributions, la révocation et la cessation du mandat, les responsabilités et les activités du réviseur comptable ou de la société de révision sont réglementés par la loi.

Exercice social - Répartition des bénéfices

Art. 24. Exercice social. L'exercice social est clos au 31 décembre de chaque année.

Art. 25. Répartition des bénéfices. Les bénéfices nets résultant du bilan, déduction faite d'au moins 5% (cinq pour cent) destinés à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne le cinquième du capital social, sont répartis entre les associés proportionnellement à la participation en actions détenue par chacun d'eux, sauf si l'Assemblée délibère une destination différente, et sans préjudice d'éventuels droits attachés à des catégories particulières d'actions ou à d'éventuels instruments financiers.

Art. 26. Acomptes sur les dividendes. Le Conseil d'administration, si les conditions légales sont remplies, a la faculté de délibérer la distribution d'acomptes sur les dividendes, dans les limites et dans les formes prévues par la législation en vigueur.

Dissolution et liquidation

Art. 27. Dissolution et liquidation de la Société. La dissolution et la liquidation sont réglementées par la loi,

Dispositions finales

Art. 28. Renvoi à la législation. Tout ce qui n'est pas explicitement prévu par les présents statuts est réglé par la loi.

Enregistré à Esch/Al., A.C., le 15 juin 2015. Relation: EAC/2015/13483. Reçu trente-deux euros (EUR 32,-).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015091808/577.

(150103259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

CAPVIVA Allianz Renewable Fund, S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 197.580.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourth of June.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CPV/CAP Pensionskasse Coop, a foundation incorporated under the laws of the Swiss Confederation, having its registered office at Dornacherstrasse 156, CH-4002 Basel, registered under number CH-270.5.000.060-9 in the Commercial Register of canton Basel-City (the "Shareholder"),

here duly represented by Mr Michael DOBER and Mr Harald SIEWERT,

themselves here represented by Mr Oliver EIS, private employee, residing professionally at 6A, route de Trèves, L-2633 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in Basel (Switzerland) on April 8th, 2015.

Said proxy, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association (the Articles) of a public limited liability company (société anonyme) which it declares to establish as follows:

Title I - Name - duration - purpose - registered office

Art. 1. Name. There exists between the subscriber and between all those who may become holders of shares (the "Shareholders"), an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a public limited liability company (société anonyme) organized as a specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé) pursuant to the law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds (the "2007 Law") under the name of CAPVIVA Allianz Renewable Fund, S.A. SICAV-SIF (hereafter the "Fund"). The Fund is subject to these Articles as well as the issuing document of the Fund, as amended from time to time (the "Issuing Document").

Art. 2. Duration. The Fund is established for a limited duration, which shall end on 31 December 2114. The duration of the Fund shall be revisited after a 30 years of the Fund's incorporation and thereafter, in predefined terms of 15 years and shall be dissolved, as the case may be, by a decision of the general meeting of Shareholders (the "General Meeting") in accordance with the quorum and majority requirements to amend the Articles, or shall end for any specific cause in the conditions set forth in the 2007 Law as amended, the 1915 Law and/or the Issuing Document.

Art. 3. Object. The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading the investment risks and affording its Shareholders with the results of the management of its assets, each time in accordance with the Issuing Document.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law and the relevant law of the jurisdiction where the investment manager of the Fund is established transposing the Directive on Alternative Investment Fund Managers 2011/61/EU (AIFMD), as such laws may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Fund is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Fund (the "Board").

Title II - Share capital - shares - net asset value

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by fully paid-up shares (the “Shares”) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund as defined in Article 12 hereof. The initial capital of the Fund is thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided into thirty-one (31) Shares of no par value, entirely subscribed and fully paid-up.

5.2 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). The Fund shall be required to establish this level of minimum capital within twelve months after the date on which the Fund has been registered as an undertaking for collective investment on the official list of specialized investment funds subject to the supervision of the Commission de Surveillance du Secteur Financier in accordance with the 2007 Law.

5.3 Subject to Article 28.4 hereof, the Board is authorized without any limitation to issue additional Shares at any time in accordance with Article 8 hereof at an offer price to be determined by the Board in accordance with the terms and conditions foreseen in the Issuing Document and without having to reserve to the existing Shareholder(s) a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

Art. 6. Classes of Shares.

6.1 The Board may, at any time, issue different classes of Shares (each a “Class” or “Classes” as appropriate), which carry different obligations inter alia with regard to the income and profit entitlements, and/or fee and cost features or of the relevant Shareholder, each time as provided for in the Issuing Document. Those Shares shall be issued, in accordance with Article 8 hereof, on the terms and conditions set by the Board in accordance with the Issuing Document.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Fund shall issue Shares in uncertificated registered form only.

7.2 All issued Shares or fractions thereof shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of Shares held by him and the amount paid-up.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the register evidences his right of ownership on such Shares. The Fund will not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

7.4 The transfer of Shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act on their behalf. Subject to the provisions of Articles 7 and 11 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any director or any officer of the Fund or by any other person duly authorized thereto by the Board.

7.5 Shareholders shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the register of Shareholders.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.7 The Fund recognizes only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole agent to represent such shareholding in dealings with the Fund. The failure to appoint such agent shall result in a suspension of all rights attached to such Shares (s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Fund reserves the right to pay any distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

7.8 The Fund may issue fractional Shares for up to two decimals. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate pro rata in the net assets attributable in respect of each entire Share.

7.9 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer as indicated in the register of Shareholders.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The Board may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted to shall be detailed in the Issuing Document.

8.2 Unless otherwise determined in the Issuing Document, the issue price of Shares to be issued is based on the applicable net asset value per Share of the relevant Class, if any, as determined in compliance with Article 12 hereof.

8.3 Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the Shares can be issued. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board and as set forth in the Issuing Document.

8.4 The Board may delegate to any duly authorized director, manager, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares to be issued and to deliver them.

Art. 9. Conversions of Shares. Unless otherwise set forth in the Issuing Document, Shares of one Class may not be converted into Shares of another Class, if any.

Art. 10. No Redemption of Shares. The Fund is a closed ended fund. Redemptions of Shares by Shareholders are excluded. However, the General Meeting can in its absolute discretion decide to redeem Shares upon Shareholders' request.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares - Defaulting Shareholders.

11.1 The Fund may restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such Shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund or if the holding of Shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

11.2 The Fund shall at no time have more than one hundred (100) Shareholders.

11.3 Individual private persons may not be allowed to become Shareholders in the Fund.

11.4 Any proposed transfer of Shares in the Fund must first be notified to the Board, which shall have subject to any requirements as set forth in the Issuing Document discretionary rights to refuse, to approve and register a proposed transfer in circumstances where, inter alia, Shares are proposed to be transferred where, inter alia, the transfer could result in legal, pecuniary, competitive, regulatory, tax or material administrative disadvantage to the Fund or the Shareholders.

11.5 If a Shareholder fails to pay any part of its subscription when due and payable, it shall be in default and potentially suffer the consequences, if any, as provided for in the Issuing Document including potentially, the withdrawal of such defaulting Shareholder as shareholder of the Fund.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.

12.1 The net asset value per Share of each Class, as the case may be, results from dividing the total net assets of the Fund attributable to each Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on such valuation day, by the number of Shares in the relevant Class then outstanding. The net assets are equal to the difference between the asset value and its liabilities. The net asset value per Share is calculated in the base currency of the relevant Share Class and may be expressed in such other currencies as the Board may decide.

12.2 The total net assets of the Fund are expressed in Euros and correspond to the sum of the net assets of the Fund.

12.3 The assets of the Fund shall include:

- all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- any interest of any kind or nature in any undertaking for collective investment or assimilated entity, without any limitation as to its form or legal status, whether with or without legal personality;
- all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
- all other assets of any kind and nature.

12.4 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(i) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) securities listed and traded primarily on one or more recognized securities exchanges shall be valued at their last known prices on the valuation date;

(iii) investments in underlying undertakings for collective investment are taken at their last official net asset value known in Luxembourg at the time of calculating the net asset value of the Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the Board on a fair value basis;

(iv) investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the Fund;

(v) unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (including listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognized quotation services or broker-dealers;

(vi) all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Fund determines in its absolute discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the Fund at their fair market value having regard to applicable market standards as applied from time to time such as European Venture Capital and Private Equity Association ("EVCA") guidelines for valuation;

(vii) any other assets of any kind or nature, including real estate assets, including instruments and techniques used for hedging purposes, will be valued at their fair market value having regard to applicable market standards as applied from time to time such as EVCA guidelines for valuation; for the purpose of determining the fair value of the assets under this item (vii) the Fund may have regard to all factors that it reasonably considers relevant in relation to such assets;

(viii) non-listed investments (in particular participations) may be valued using the discounted cash flow approach; and

(ix) properties under construction shall be valued at cost until substantial completion upon which they will be valued on a fair market value basis in accordance with item (vii).

12.5 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Fund shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant valuation day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

12.6 The Board has adopted a policy of valuing its investments at fair value.

12.7 The Board, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.8 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

12.9 If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

12.10 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by the corporate agent which the Board has appointed for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Fund and present, past or future Shareholders.

12.11 The liabilities of the Fund shall include:

- all loans, bills and accounts payable;
- all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund; and
- all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg GAAP.

In determining the amount of such liabilities the Board shall, with due regard to the expenses borne by the Fund, out of the fees it receives, if any, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to the depositary, its correspondents, the AIFM, the management company as well as any other agent appointed by the Fund and/or the management company and/or the AIFM, the remuneration of any officers and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with Board meetings and committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Issuing Document, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value and any information relating to the fair value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders' general meetings and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods.

12.12 For the purposes of the net asset value computation:

- Shares of the Fund to be redeemed or recovered under Article 11 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the relevant valuation day with respect to which the Shares are being redeemed or recovered and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

- Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the valuation day, with respect to which Shares are being issued and from such time and until 10 days after received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

- all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the Fund shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant valuation day.

Where on any valuation day the Fund has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation day, then its value shall be estimated by the Board.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue and Conversion of Shares.

13.1 The net asset value of Shares and the price for the issue, conversion of the Shares shall be calculated from time to time by the Fund or any agent appointed thereto by the Fund, at the frequency as determined in the Issuing Document.

13.2 The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued; the Board may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in Article 8 and/or elsewhere in these Articles and/or in the Issuing Document.

13.3 The Fund may suspend the determination of the net asset value per Share and the issue and conversion of Shares:

(a) during any period when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices; or

(b) when the information or calculation sources normally used to determine the value of assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever; or

(c) when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates; or

(d) when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Fund from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner; or

(e) when, for any other reason, the prices of any significant investments cannot be promptly or accurately ascertained; and

(f) when the Fund is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or Share split or any other restructuring transaction

No Shares shall be issued during such a suspension. Where possible all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title III - Administration and supervision

Art. 14. Directors.

14.1 The Fund shall be managed by a Board composed of not less than three members who need not be Shareholders of the Fund. They shall be elected for a renewable term not exceeding six years.

14.2 The directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

14.3 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution approved by a simple majority vote of the Shareholders present or represented at a general meeting of Shareholders.

14.4 In the event of a vacancy in the office of a director the remaining directors may resolve to temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such vacancy at their next general meeting of Shareholders.

Art. 15. Board Meetings.

15.1 The Board may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

15.2 The chairman shall preside at all meetings of the directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

15.3 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least 5 (five) business days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be

set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Art. 16. Board Resolutions.

16.1 Notwithstanding Article 20.1 hereof, the directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Fund by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by a resolution of the Board.

16.2 Notwithstanding Article 20.1 hereof, the Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the directors is present or represented. Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting.

16.3 Any director may act at any meeting by appointing in writing or by telegram, telex, or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy.

16.4 Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

16.5 Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

16.6 Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Art. 17. Powers of the Board.

17.1 The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment policies and restrictions as determined in Article 20 hereof.

17.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board.

Art. 18. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 19. Delegation of Powers.

19.1 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund (including the right to act as an authorized signatory for the Fund) to one or several physical persons or corporate entities, which need not to be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if so authorized by the Board, sub-delegate their powers. The appointment of any of the Fund's service providers, including a management company, if any, will be decided by a majority of the Directors present or represented.

19.2 The Board may appoint in compliance with the provisions of the 2007 Law and, if applicable, the AIFMD, Commission Delegated Regulations based on the AIFMD and any relevant law transposing the AIFMD and relevant regulations into national law, any officers, including a general manager or management company and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or Shareholders of the Fund. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board. The Board may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Board and who will have the powers determined by the Board.

19.3 The Board may create from time to time one or several committees composed of Board members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions.

20.1 The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions set forth by applicable laws and regulations as well as the Issuing Document. In particular, the Board has the right to object to decisions of the appointed manager of the Fund (the "Objection"), where such decision (i) relates to fundamental portfolio management decisions (e.g. including, but not limited to, the acquisition and/or disposal of assets of the Fund), (ii) contravenes a direction of the Board or (iii) is not in accordance with the interests of the Shareholder. In case a member of the Board represents a Shareholder, the Objection must be exercised by such Board member either by acting alone or together with any other Board members.

20.2 The Fund may employ techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments in the context of its investment policy or for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

Art. 21. Conflict of Interests.

21.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

21.2 In the event that any director or officer of the Fund may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the Board such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders. In addition, the relevant director or officer shall apply any specific rules relating to conflicts of interest as such rules may be implemented for time to time and set out in the Issuing Document.

21.3 The term "conflict of interests", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving an investment manager, an investment advisor, the depositary, the administrative agent, a distributor as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board on its discretion.

Art. 22. Indemnification.

22.1 The Fund shall indemnify the Board, each member of the Board, including any officers and heirs, executors and administrators (each an "Indemnified Person") against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the Board, or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except, in each case, in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful misconduct, bad faith or gross negligence. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the act or omission of the Indemnified Person did not comprise wilful misconduct, bad faith or gross negligence. The indemnification shall be provided only where such Indemnified Person has acted pursuant to the receipt of proper instructions and within the terms and conditions of any contractual agreement in full force and in effect between the Indemnified Person and the Fund. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the Indemnified Person may be entitled.

22.2 An Indemnified Person seeking indemnification pursuant to this article shall, upon reasonable request, be advanced by the Fund, expenses (including legal fees and costs) reasonably incurred by such Indemnified Person in defence of any proceeding against such Indemnified Person prior to the final disposition thereof; provided that such Indemnified Person has agreed in writing to repay such amount to the Fund within three (3) months of the date it is ultimately determined that such Indemnified Person is not entitled to be indemnified as authorised in this article.

22.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any director or officer may be entitled.

Art. 23. Auditor.

23.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by a réviseur d'entreprises agréé appointed by the Board and remunerated by the Fund.

23.2 The auditor shall fulfill the duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV - General meetings**Art. 24. Powers.**

24.1 The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Fund.

24.2 Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

Art. 25. Annual General Meetings of Shareholders.

25.1 The annual general meeting shall be held at the registered office of the Fund or at such other place as specified in the notice of meeting, on every fourth Tuesday in June at 1.00 p.m. (Luxembourg time). If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

25.2 The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances beyond the scope of the Fund's or of its Shareholder's control will so require.

Art. 26. Other General Meetings of Shareholders. The Board may convene other general meetings of Shareholders. Shareholders representing one tenth of the share capital may also request the Board to call a general meeting of Shareholders. Such other general meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of the meeting.

Art. 27. Procedure.

27.1 The general meetings of Shareholders shall be convened by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least fourteen (14) calendar days prior to the meeting. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

27.2 Notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

27.3 The Board may determine all other conditions, which must be fulfilled by the Shareholders in order to attend a general meeting of Shareholders.

27.4 The chairman of the Board shall preside at all general meetings of Shareholders, but, in his absence, the general meeting of Shareholders may appoint a director or any other person as chairman pro tempore, by vote of a majority of Shares present or represented at any such meeting. The chairman of such meeting of Shareholders shall designate a secretary who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the general meeting of Shareholders as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the chairman.

Art. 28. Vote.

28.1 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

28.2 Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Only full Shares are entitled to vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder.

28.3 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

28.4 The consent of the fund to approve the delegation of core duties (portfolio management, risk management) by the AIFM as well as the issuance of Shares for the admittance of new investors is subject to an unanimous resolution of the general meeting of Shareholders.

Title V - Accounting year - distributions

Art. 29. Accounting Year. The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 30. Distributions.

30.1 Distributions shall be paid in accordance with any order of payments set forth in the Issuing Document, if any. The general meeting of Shareholders, within the limits provided for by law and the Issuing Document, shall determine how the profits, if any, of the Fund shall be treated, and from time to time may declare dividends, provided, however, that the capital of the Fund does not fall below the prescribed minimum capital.

30.2 The Board may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Issuing Document.

30.3 Distributions shall be paid in euro or in the base currency of a Share Class and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

30.4 No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

30.5 A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Board has waived or extended such period in respect of all Shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the Fund. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such action on behalf of the Fund to perfect such reversion.

30.6 Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article with respect to distribution Shares and no dividends will be declared and paid with respect to capitalization Shares, if any.

30.7 Distributions in kind may only be made in the event that the Fund is terminated and/or with the agreement of the Shareholders which shall receive such distributions in kind.

Art. 31. Depositary.

31.1 The Fund shall enter into a depositary agreement with a banking institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the "Depositary").

31.2 The Depositary shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

31.3 If the Depositary wishes to retire, the Board shall use its best endeavors to find a successor Depositary within two months of such retirement. The Board may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in to act in its place.

Art. 32. Dissolution.

32.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 33 hereof.

32.2 Whenever the share capital falls below the two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

32.3 The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the Shareholders holding one fourth of the Shares represented at the meeting.

32.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the discovery that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

32.5 In the event of a dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to law.

32.6 The net proceeds of liquidation corresponding to each Class if any shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Class in proportion to their holding in the respective Class.

32.7 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Depositary for a period not exceeding nine (9) months after the date of the decision of the liquidation of the Fund. After such period, the assets will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

Art. 33. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum requirements provided for by the 1915 Law.

Art. 34. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 35. Naming of the Fund. The Fund may enter into contracts with Allianz group companies, under which these companies provide the Fund with services in the conduct of business. If these contracts will be terminated for whatever reason and the Allianz group companies cease to provide services or support to the Fund, the Fund will be obliged to change its name upon first request of any Allianz group company to a denomination that does not contain the word "Allianz" in the name of the Fund.

Art. 36. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time and the Issuing Document.

Transitional Provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Fund and terminate on 31 December 2015.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2016.
3. Interim dividends may also be distributed during the Fund's first financial year.

Subscription and payment

The thirty-one (31) issued shares have been subscribed as follows:

- thirty-one (31) shares have been subscribed by CPV/CAP Pensionskasse Coop, aforementioned, for the price of thirty-one thousand euro (EUR 31,000);

Total: thirty-one thousand euro (EUR 31,000) paid for thirty-one (31) shares.

The shares subscribed have been paid up by a contribution in cash.

All the shares so subscribed are fully paid-up in cash so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now available to the Fund, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for or referred to in articles 26 of the Law and expressly states that they have been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Fund or which shall be borne by the Fund in connection with its incorporation are estimated at approximately two thousand seven hundred euro (EUR 7,700).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders representing the entire share capital of the Fund and considering themselves as duly convened have thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Fund is set at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. The following persons are appointed as directors of the Fund until the annual general meeting held in 2016:

- Mr Markus NILLES, Chairman, Director, Branch Manager of Allianz Global Investors GmbH, Luxembourg Branch, born in Mettlach (Germany) on 2 September 1967, professionally residing at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand Duchy of Luxembourg);

- Mr Harald SIEWERT, Leiter Finanzanlagen, CPV/CAP Pensionskasse COOP, born in Basel (Switzerland) on 29 July 1974 professionally residing at Dornacher Strasse 156, CH-4002 Basel (Switzerland);

- Mr Markus BREIDBACH, Vice President, Head of Product Setup and Domiciliation, Allianz Global Investors GmbH, Luxembourg Branch, born in Trier on 6 April 1976, professionally residing at 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand Duchy of Luxembourg);

- Mr Markus FEES, Officer, Provider Management Luxembourg, Allianz Global Investors GmbH, Luxembourg Branch, born in Dinkelsbühl (Germany) on 26 January 1980, professionally residing at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg (Grand Duchy of Luxembourg); and

- Mr Martin EWALD, Director, Head of Investment Strategy at Allianz Global Investors GmbH, born in Koblenz (Germany) on 12 November 1978, professionally residing at Seidlstrasse 24-24a, D-80802 Munich (Germany).

3. The following auditor is elected until the annual general meeting held in 2016:

KPMG Luxembourg, a société coopérative, having its registered office at 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 149.133.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons known to the notary by name, first name, and residence, the said proxyholder of the appearing persons signed together with the notary this deed.

Signé: O. Eis et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 juin 2015. 2LAC/2015/12645. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Rreceveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Référence de publication: 2015089448/521.

(150102014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Beverage Technology II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 196.373.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of April,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

BI-Invest Compartment Fund SICAV-SIF, S.C.A., a Luxembourg multi-compartment investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable-SICAV) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) in the form of a corporate partnership limited by shares, having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.312 (the Fund), represented by BI-Invest Compartment S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.120, acting in its capacity of managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund acting for and on behalf of Compartment A- Private Equity of the Fund,

hereby represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Corporate object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Beverage Technology II S.à r.l.”(the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management (as general partner or otherwise) and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. In the framework of its activity, the Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by one hundred twenty-five thousand (125,000) shares in registered form, having a nominal value of ten eurocent (EUR 0.10) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the Board.

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure.

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation.

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by any manager, acting individually, under its/his/her sole signature.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated in accordance with the provisions of article 8.1 (ii) above.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions if there are no more than twenty-five (25) shareholders (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Statutory auditor (commissaire) and independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

14.1. In accordance with article 200 of the Law, the Company needs to be audited by a statutory auditor (commissaire) only if it has more than twenty-five (25) shareholders. An independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) shall be appointed whenever the exemption provided by article 69(2) of the law of December 19, 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies, as amended, does not apply.

14.2. The shareholders appoint the statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be declared and distributed by the Board, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2015.

Subscription and payment

The Fund, represented as stated above, subscribes to one hundred twenty-five thousand (125,000) shares in registered form, having a par value of ten eurocent (EUR 0.10) each, and agrees to pay them in full by way of a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Fund, being the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mrs. Virginie Boussard, company manager, born on July 17, 1977 in Strasbourg (France), residing professionally at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Eckart Vogler, company manager, born on October 24, 1970 in Bremen (Germany), residing professionally at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treizième jour du mois d'avril,

Par devant, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

BI-Invest Compartment Fund SICAV-SIF, S.C.A., une société d'investissement à capital variable-SICAV organisée sous la forme d'un fonds d'investissement spécialisé, ayant la forme d'une société en commandite par actions, ayant son siège social sis au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.312 (le Fonds), représentée par BI-Invest Compartment S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social sis au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.120, agissant en tant qu'associé gérant commandité du Fonds pour le compte et au nom du Compartiment A- Private Equity du Fonds,

ici représentée par M. Régis Galiotto, clerk de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée, qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Beverage Technology II S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion (en tant que commandité ou autrement) et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. Dans le cadre de ses activités, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales**Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de dix cents (EUR 0,10) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation**Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixent la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Le Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du Conseil

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par un gérant, agissant individuellement, sous sa seule signature.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués conformément aux dispositions de l'article 8.1 (ii) ci-dessus.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25) associés (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Commissaire et réviseur d'entreprises agréé.

14.1. Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société doit être auditée par un commissaire seulement lorsque le nombre d'associés excède vingt-cinq (25) associés. Un réviseur d'entreprises agréé doit être nommé dès que l'exemption prévue par l'article 69(2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, telle que modifiée, ne s'applique pas.

14.2. Les associés nomment les commissaires et réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires et réviseurs d'entreprises agréés sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être déclarés et distribués par le Conseil, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Le Fonds, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cent vingt cinq mille (125.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de dix cents (EUR 0,10) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le Fonds, étant l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Mme Virginie Boussard, gérante, née le 17 juillet 1977 à Strasbourg (France), ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Eckart Vogler, gérant, né le 24 octobre 1970 à Brême (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/12119. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 avril 2015.

Référence de publication: 2015062800/491.

(150072374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Consuldeen, Société Anonyme, (anc. Consuldean).

Siège social: L-8715 Everlange, 17, rue de Schandel.

R.C.S. Luxembourg B 174.016.

L'an deux mille quinze, le premier juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire de la société anonyme CONSULDEAN, ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 278, Route d'Esch, R.C.S. Luxembourg numéro B 174016, constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 402 du 19 février 2013 et dont les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Bob PLEIN, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Henri DA CRUZ employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'actionnaire représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signée par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II- Il ressort de la liste de présence que les 100 (cent) actions, représentant 25% d'un montant de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,-EUR) du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire a été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société.
2. Modification afférente de la première phrase de l'article quatre (4) des statuts.
3. Changement de la dénomination de la Société.
4. Modification de l'article 1^{er} des statuts.
5. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'actionnaire décide ce qui suit:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer avec effet rétroactif au 29 mai 2015 l'adresse du siège social vers L-8715 Everlange, 17, rue de Schandel et de modifier en conséquence de l'article quatre (4) première phrase des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Useldange (Grand-Duché de Luxembourg).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination et de modifier l'article premier (1^{er}) des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes, par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "CONSULDEEN" (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (900,-EUR)

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant, par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Bob PLEIN, Henri DA CRUZ, Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 02 juin 2015. Relation GAC/2015/4608. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015083110/61.

(150096053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juin 2015.

Alpha Investimenti Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 74.023.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015060276/10.

(150069286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.
